Hassi Ameur

5,5 milliards de centimes pour une station d'épuration

K. Assia

Une enveloppe de 5,5 milliards de centimes a été débloquée pour la réalisation d'une station d'épuration, à la commune de Hassi Ameur, apprend-on de sources proches de l'APC. Le projet dont l'étude a été réalisée, sera lancé au courant du premier trimestre de l'année 2016, ont indiqué les mêmes sources. Cette localité est devenue un réceptacle, pour plusieurs villages avoisinants, d'où l'importance de ce projet d'utilité publique. L'accent sera, également, mis, selon nos sources, sur les conduites en provenance de la zone industrielle. En plus du curage, ces conduites seront également renforcées. En spécifiant, donc, les grands axes de ce projet, nos sources ont indiqué que des opérations sont, également, prévues en matière d'assainissement, dans les cités '92 et 51 Logements'.

A Oran, le programme tracé par la direction des Ressources en eau de la wilaya d'Oran, pour la réalisation de nouvelles stations de traitement et épuration des eaux usées (STEP), à travers tout le territoire de la wilaya, est en bonne voie. Dans ce contexte, la wilaya a bénéficié d'autres projets de réalisation de stations d'épuration des eaux usées, dans les communes de Gdyel, pour prendre en charge les eaux usées de toute la région des Hassi (Hassi ameur, Hassi Bounif, Hassian Toual...). En outre, les communes de Mers El-Kébir et Misserghine auront, aussi, leur STEP. Les projets sont gérés par la direction de l'Hydraulique et des Ressources en eau. Les STEP sont réalisées pour deux objectifs essentiels, à savoir : l'arrêt des rejets des eaux usées, dans la mer et la réutilisation des eaux traitées pour l'irrigation des terres agricoles. Les eaux usées seront épurées conformément aux prescriptions sanitaires et techniques applicables à l'utilisation des eaux traitées à des fins d'irrigation des cultures. L'objectif principal est d'éliminer les risques sanitaires. Ainsi, les eaux usées épurées sont réutilisées pour l'irrigation de certaines cultures telles que l'arboriculture. En 2020, les eaux usées représenteront un volume très appréciable de près de 2 milliards de m^3. Un tel volume, une fois épuré, pour des considérations écologiques ou de protection des ressources en eau, sera très apprécié, quant à son utilisation par l'Agriculture ou l'Industrie.

D'énormes investissements ont été consacrés pour réaliser des projets à travers la wilaya d'Oran, afin de résoudre les problèmes d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales, ainsi que la protection des centres urbains contre les inondations.

EXTENSION DES ZONES IRRIGUÉES À ANNABA

Fausses promesses et renoncements

L'agriculture, que ce soit à Annaba ou ailleurs en Algérie, va mal. Elle peine à sortir de sa torpeur. Les stratégies, plans ou mécanismes mis en place pour faire de ce secteur le moteur de développement économique se sont, à chaque fois, heurtés à l'inertie des pouvoirs publics.

Les pouvoirs publics semblent se complaire dans des discours où se mêlent tergiversations, atermoiements, fausses promesses et vrais renoncements. En témoignent, pour ne citer que ceux-là, deux projets déterminants pour le secteur agricole que Annaba, forte d'un foncier s'étalant sur 58 000 ha, attend depuis une vingtaine d'années. Lesquels ? Une dizaine de retenues collinaires d'une capacité de 30 000 à 500 000 m³/ unité et trois barrages moyens pouvant fournir jusqu'à un million de mètres cubes d'eau. Ce ne sont pas les potentialités hydriques qui font défaut dans cette wilaya où, paradoxalement, la problématique, fort contraignante, des ouvrages hydrauliques s'est traduite par la contraction des périmètres irrigués. *«On est en train de tuer petit à petit le travail de la terre, et personne ne semble s'en soucier»*, déplore Yazid Mohamedi, secrétaire général de la Chambre d'agriculture de Annaba (CAA).

Avec seulement 83 retenues collinaires — pour la plupart en état de dégradation — les quelques 5300 agriculteurs, affiliés à la CCA, se retrouvent enlisés dans de sérieuses difficultés à satisfaire les besoins en eau des 45 177 hectares de superficie agricole utile (SAU) qu'ils exploitent. Résultat : sur plus de 45 000 ha, les terres cultivées en irrigué sont de moins de 5000 ha. C'est pourquoi *«nous attendons des pouvoirs publics des mesures concrètes et des orientations politiques fortes pour redonner des perspectives d'avenir à long terme»*, espère M. Mohamedi. D'autant que, renchérit-il non sans une pointe de scepticisme quant à l'atteinte d'un tel objectif, *«dévissement continu des cours du baril oblige dans la stratégie gouvernementale version 2015, l'on ambitionne de faire de l'agriculture un levier majeur de la croissance économique»*. Et pour cause, *«dans notre pays, les déclarations politiques se font au gré de la conjoncture. A chaque visite d'un ministre de l'Agriculture à Annaba, on jure par tous les dieux que le problème de l'irrigation sera pris en charge de manière définitive. Puis, plus rien. Notre wilaya demeure l'une des plus pauvres en matière de cultures en irrigué»*, se désole-t-il. Pour étayer ses dires, il se réfère à l'exemple de l'immense plaine d'El Karma qui, avec ses centaines d'hectares, devait changer de vocation pour se spécialiser, dès 2008, dans les cultures en irrigué avec comme source d'alimentation en eau les barrages Bounamoussa ou de Bouhamdane. Bien des années ont passé et *«rien n'a été fait»*, regrette-t-il. Idem pour les petites et moyennes exploitations que les travailleurs de la terre n'arrivent pas à rentabiliser faute de moyens d'irrigation, poussant nombre d'entre eux à jeter leur dévolu sur les cultures en sec comme le tabac, les céréales et le melon.

Un autre projet non moins important n'aurait lui aussi jamais vu le jour, relèvent, pour leur part, des gérants d'exploitation agricole collective (EAC) rencontrés à la CAA : pour aboutir à une plus grande variété de cultures, il était également question de renforcer de près de 4000 ha les surfaces irriguées de quatre autres zones : la Grande Plaine non loin du lac Fetzara (18600 ha) ; les plaines d'El Hadjar (7000 ha) ; celles de oued El Aneb, 2000 ha de riches terres limoneuses ; enfin de la petite plaine de Kharraza, qui s'étire entre le piémont de l'Edough et le massif de Boukhadra, énumèrent-ils. Les richesses hydriques naturelles, estimées à plus de 14 millions de mètres cubes, étaient en mesure de propulser les terres de la wilaya de Annaba dans la catégorie des zones à haute valeur agricole. Malheureusement, la situation est restée telle quelle, les surfaces irriguées n'ayant pas évolué d'un iota. Elles n'arrivent pas à franchir le seuil des 5000 ha, essentiellement approvisionnées par le barrage Bounamoussa, les 83 vieilles retenues collinaires et les 9 oueds/filets d'eau, totalisant respectivement 5, 2,5 et 3,5 millions de mètres cubes. Aussi, se remémorent ces adhérents de la CAA, il y a une dizaine d'années, les fellahs avaient vu en le projet Sirma une lueur d'espoir d'un inversement de la tendance ; avec le Maroc et la Tunisie, l'Algérie s'était engagée dans ce projet fédérateur initié en 2005, avec pour finalité d'appuyer les trois pays dans la mise au point de nouveaux systèmes d'irrigation modernes, susceptibles de garantir une utilisation rationnelle des ressources hydriques destinées au secteur agricole. Où en est-on une décennie après de ce projet, financé à hauteur de 2 millions d'euros par la France dans le cadre du Fonds de solidarité prioritaire ? L'on n'en saura rien puisque le président de la CAA et le DSA étaient, dit-on, en déplacement à Guelma pour assister à la rencontre sur la filière de la tomate industrielle organisée par le groupe Benamor. Mais à en croire les mêmes représentants d'EAC, rien de positif n'a filtré à ce sujet. *«On a beaucoup attendu de ce projet car les trois pays s'étaient engagés à développer la recherche dans la production de méthodologies et d'outils de gestion de l'eau pour accompagner les mutations dans les systèmes d'irrigation»*, déplorent-ils. En revanche, ont-ils souligné, *«nos voisins de l'est et de l'ouest en ont profité. De nouveaux systèmes d'irrigation, dont le goutte-à-goutte, y sont en plein essor. Ce qui n'est malheureusement pas le cas dans notre pays. Rares, très rares sont les grands projets agricoles structurants qui ont été menés à leur terme»*. La course à l'autosuffisance pour dépêtrer le pays du statut d'éternel assisté alimentaire ne serait-elle donc pas perdue d'avance ?

Naïma Benouaret

QUELQUES REPÈRES SUR L'IRRIGATION

- Selon l'Organisation mondiale pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), l'agriculture monopolise actuellement 70% de l'eau utilisée par les habitants de la planète. Ce chiffre peu aller jusqu'à 90% dans certains pays en voie de développement.
- Moins de 20% des terres cultivées sont concernées par l'irrigation, alors que celle-ci contribue à 40% de la production alimentaire mondiale.
- En Algérie, le secteur de l'agriculture utilise entre 60 et 80% du volume d'eau mobilisé/an pour les besoins de l'irrigation
- Grands périmètres irrigués : 17
- Superficie équipée : 177 000 ha
- Superficie irrigable: 100 000 ha
- Superficie irriguée : 40 000 ha
- Petite et moyenne hydraulique (PMH)
- Superficie irriguée : 380 000 ha
- Volumes moyens affectés : 1,5 milliard de mètres cubes

Beni H'midène veut rattraper les autres communes

A. E. A.

La commune de Beni H'midène a bénéficié de plusieurs projets sectoriels et d'autres dépendant de l'action sociale, concernant l'alimentation en eau potable, l'assainissement, l'ouverture de pistes et l'amélioration de l'état des routes. Selon un membre de l'APC, Tahar Mohsen, cette commune a besoin d'une véritable mise à niveau dans de nombreux secteurs et ce, pour rattraper un tant soit peu les autres communes.

D'abord, il y a les projets en cours qui concernent l'éclairage public au niveau de trois localités «Chaabia», «Bekouk» et «Djenane Eddat», dont des parties entières en manquent terriblement et qui se retrouvent plongées dans le noir dès le soir venu. De même que les travaux ayant trait à l'assainissement de deux localités, à savoir «Djanane El Baz» et Chaabia», avec en plus des travaux de raccordement au réseau d'alimentation en eau potable. Les projets inscrits et dont les travaux démarreront dans une dizaine de jours ou ultérieurement, concernent les mechtas de «Lemouanaz» et «Aïn Lebjal», les sommes d'argent nécessaires ayant déjà été affectées.

Par ailleurs et en complément à ces actions sectorielles et qui sont réalisées en coopération avec la direction de l'action sociale, il y a aussi les programmes communaux ou PCD, dira-t-il. Et de mentionner, dans ce cadre, l'aménagement et le goudronnage de routes, des travaux d'assainissement des eaux usées et d'alimentation en eau potable (AEP). Et de noter que des actions concernant l'assainissement et l'AEP sont retenues pour les localités de Aïn El Hamra, Aïn Hamma, Lekraft, Boukendouz et Boulemdaïs. Il est également prévu l'aménagement des entrées de cinq mechtas en sus du chef-lieu de commune, Beni H'midène, qui a bénéficié d'un projet de réhabilitation de la route nationale (RN) no 10 sur une distance de plus de cinq kilomètres.

HYDRAULIQUE

Le taux de remplissage des barrages dépasse les 66%

Le directeur général de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), Arezki Barraki a indiqué, hier, que le taux de remplissage des barrages est à plus de 66%, soit le même niveau enregistré l'année dernière à la même période, ce qui est suffisant pour sécuriser les besoins du pays en cette période de faible pluviosité. Les 72 barrages en exploitation ont affiché jusqu'à maintenant un taux de remplissage de 66,93% avec un volume de stockage de 4,7 milliards m3, selon les chiffres communiqués lors d'une réunion des cadres de l'ANBT.
«C'est le même taux enregistré l'année précédente à cette période», a commenté Barraki et d'ajouter : «En général, les apports interviennent entre janvier et mars. Ce n'est qu'après cette période, marquant la fin de l'hiver, que nous pourrions évaluer la situatio», a-t-il ajouté. De son côté, le secrétaire général du ministère des Ressources en eau et de l'Environnement, El Hadj Belkateb, a rassuré les agriculteurs que les volumes alloués à ce secteur n'ont pas été réduits, précisant néanmoins que son secteur n'était pas responsable du manque d'eau dans les zones qui ne sont pas équipées en conduites ou en systèmes d'irrigation. Par ailleurs, il a relevé les défis qu'ils devraient relever à partir de 2016.
Le premier concerne l'impact du réchauffement climatique sur les ressources en eau dans la région du Maghreb, du Moyen-Orient et dans le Sahel.
Le stress hydrique que vit cette région, dont l'Algérie, «a tendance à s'aggraver dans les prochaines décennies, si ce réchauffement se confirme, avec toutes les conséquences prévisibles pour l'agriculture et la population».
«J'appelle à la vigilance de chacun pour que nous intégrions ce paramètre (réchauffement)», a-t-il insisté. Le second défi est lié, souligne Belkateb, à la conjoncture économique du pays, notant que l'allocation budgétaire du secteur étant réduite à cause de la contraction des revenus du pays, certains projets ont été différés et d'autres reconfigurés. En 2016, le secteur compte livrer cinq barrages et six transferts et trois barrages en 2017 et un autre en 2018. L'Algérie devrait compter 143 barrages d'ici à 2030 avec une capacité de stockage de 12 milliards m3.

■ R. N./APS

مدير الوكالة الوطنية للسدود.. براقي أرزقي:

«نسبة امتلاء السدود تجاوزت 66من المائة»

كشف المدير العام للوكالة الوطنية للسدود والتحويلات، أرزقي براقي، أن نسبة امتلاء السدود وصلت إلى أكثر من 66 من المائة، أي نفس المستوى المسجل السنة الماضية في نفس الفترة، معتبرا أن هذه الكمية ستسمح بضمان احتياجات البلاد في هذه الفترة التي تشهد فيها البلاد تساقطا ضعيفا للأمطار. ووفق الأرقام المقدمة خلال اجتماع مع إطارات الوكالة، فإن نسبة امتلاء السدود الـ72 على المستوى الوطني قد بلغ 93. 66 من المائة، فيما يقدر حجم المياه المخزنة بـ 7. 4 مليار م3، وقال براقي إن ضعف تساقط الأمطار لم يؤثر على نسبة امتلاء السدود، مؤكدا أن هذه النسبة هي نفسها المسجلة السنة الماضي في نفس الفترة، وهو ما سمح لنا بتمضية سنة 2015 بارتياح في مجال التموين بالماء الشروب. وأضاف أن الزيادات في منسوب المياه تسجل عادة بين يناير ومارس، معتبرا أن تقييم وضعيتها لا يكون إلا بعد مضي هذه الفترة المتزامنة مع نهاية فصل الشتاء. ومن جانبه، طمأن الأمين العام لوزارة الموارد المائية والبيئة، الحاج بلكاتب، الفلاحين بأن الكميات المخصصة لهذا القطاع لم يتم تخفيضها، موضحا أن قطاعه ليس مسؤولا عن نقص المياه في المناطق غير المجهزة بأنابيب أو أنظمة الري. من جهة أخرى، أبرز بلكاتب أمام إطارات الوكالة الوطنية للسدود والتحويلات الرهانات التي تواجههم ابتداء من 2016، ويتعلق الرهان الأول بأثر الاحتباس الحراري على الموارد المائية في منطقة المغرب العربي والشرق الأوسط والساحل، حيث يرى هذا المسؤول أن ندرة المياه التي تعرفها هذه المنطقة على غرار الجزائر ستزداد حدة في العشريات المقبلة إذا تواصل الاحتباس مع كل النتائج المتوقعة على الفلاحة والسكان. ويتمثل التحدي الثاني في الوضعية الاقتصادية للبلاد نظرا لتراجع الميزانية المخصصة للقطاع بسبب تقلص إيرادات الدولة مع تأجيل بعض المشاريع وإعادة النظر في أخرى. وأضاف بلكاتب أن الأهم في الوقت الحالي هو كيفية الحفاظ على المجهود الضخم فيما يتعلق بالاستثمار في تعبئة الموارد المائية، طالبا من وكالة السدود الصيانة الضرورية للسدود الـ72 المستغلة بنفس الميزانية وحتى في حالة تراجعها. ومن المنتظر تسليم خمسة سدود وست تحويلات في 2016، وكذا ثلاثة سدود في 2017، وآخر في 2018 مع توقعات بوصول عدد السدود بحلول 2030 إلى 143 سد بسعة تخزين 12 مليار متر مكعب.

عبد الرحمن سالمي